



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION DE L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE, DE L'ACHAT, DES FINANCES ET DE L'IMMOBILIER
SERVICE DE L'ACHAT, DE L'INNOVATION ET DE LA LOGISTIQUE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

SOUS-DIRECTION DE L'ACHAT ET DU SUIVI DE L'EXÉCUTION DES MARCHÉS

BUREAU DES MARCHÉS DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION ET DE CONSEIL
PLACE BEAUVAU
75 800 PARIS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Accord-cadre relatif à l'acquisition de drones, de passerelles de réception des trames wifi des drones collaboratifs et de prestations associées

Le présent document comprend 19 pages, y compris celle-ci, numérotées de 1 à 19.

S O M M A I R E

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 2. DÉCOMPOSITION DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 3. FORME ET DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 4. MONTANT ET QUANTITÉS DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 6. COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES.....	5
6.1. Représentant du pouvoir adjudicateur.....	5
6.2. Interlocuteur désigné par l'Administration pour les lots 1, 2 et 3.....	5
6.3. Interlocuteur désigné par l'Administration pour le lot 4.....	6
ARTICLE 7. CONDITIONS D'EXÉCUTIONS.....	6
7.1. Lieux de livraison et de réalisation des prestations.....	6
7.2. Bons de commande.....	7
ARTICLE 8. CONSTATATION ET VÉRIFICATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	8
8.1. Personnes chargées des opérations de vérifications.....	8
8.2. Opérations de vérifications pour les prestations de formations (postes 3 des lots 1, 2 et 3).....	8
8.3. Opérations de vérification pour les autres prestations.....	8
ARTICLE 9. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	9
ARTICLE 10. RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE.....	9
ARTICLE 11. ASSURANCES.....	10
ARTICLE 12. PRIX DU MARCHÉ.....	10
12.1. Forme et contenu des prix.....	10
12.2. Nature des prix.....	10
12.3. Variation des prix.....	10
12.3.1. POUR LES LOTS 1, 2 ET 3.....	10
12.3.2. POUR LE LOT 4.....	11
12.4. Prix de règlement.....	11
12.5. Clause de sauvegarde.....	12
12.6. Offres promotionnelles.....	12
ARTICLE 13. GARANTIES.....	12
ARTICLE 14. ÉVOLUTION TECHNIQUE – INNOVATION – SUBSTITUTION DES MATÉRIELS.....	12
ARTICLE 15. PÉNALITÉS – PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION.....	13
15.1. Pénalités.....	13
15.2. Prolongation du délai d'exécution et sursis de livraison.....	13
ARTICLE 16. AVANCES.....	14

ARTICLE 17. ACOMPTEs.....	14
ARTICLE 18. FACTURATION – RÈGLEMENT – PAIEMENT – CESSIOn OU NANTISSEMENT DES CRÉANCES..	15
18.1. Facturation.....	15
18.2. Règlement.....	15
18.3. Paiements.....	15
18.4. Comptable assignataire.....	16
18.5. Cession ou nantissement de créances.....	16
ARTICLE 19. RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	16
19.1. Environnement.....	17
19.2. Protection du consommateur.....	17
19.3. Communauté et développement local.....	17
19.4. Loyauté des pratiques.....	18
19.5. Contrôle.....	18
ARTICLE 20. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	18
ARTICLE 21. SUIVI DE L'EXÉCUTION.....	18
ARTICLE 22. RÉSILIATION.....	19
ARTICLE 23. CONTENTIEUX.....	19
ARTICLE 24. DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES POUR LE TITULAIRE ÉTRANGER.....	19
ARTICLE 25. DÉROGATIONS AU CCAG/TIC.....	19

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet l'acquisition de drones, de passerelles de réception des trames wifi des drones collaboratifs et de prestations associées pour les besoins de la sécurité intérieure.

ARTICLE 2. DÉCOMPOSITION DES PRESTATIONS

L'accord-cadre est alloti et décomposé de la manière suivante :

- Lot 1 : Micro-drones du quotidien :
 - Poste 1 : Fourniture de micro-drones du quotidien ;
 - Poste 2 : Maintien en condition opérationnelle ;
 - Poste 3 : Formation à la maintenance du système de drone.
- Lot 2 : Drones de capacité nationale :
 - Poste 1 : Fourniture de drones de capacité nationale ;
 - Poste 2 : Maintien en condition opérationnelle ;
 - Poste 3 : Formation à la maintenance du système de drone.
- Lot 3 : Nano-drones spécialisés :
 - Poste 1 : Fourniture de nano-drones spécialisés ;
 - Poste 2 : Maintien en condition opérationnelle ;
 - Poste 3 : Formation à la maintenance du système de drone.
- Lot 4 : Passerelles de réception des trames wifi des drones collaboratifs.

Les prestations susmentionnées sont réalisées conformément aux exigences figurant dans les CCTP propres à chaque lot.

ARTICLE 3. FORME ET DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est mono-attributaire par lot et exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord cadre est conclu pour une durée de 2 ans à compter de sa date de notification. Il est ensuite reconduit annuellement de manière tacite sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans.

ARTICLE 4. MONTANT ET QUANTITÉS DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum ni montant maximum.

N°	Intitulés des lots	Quantités estimatives (non contractuelles) sur la durée de l'accord-cadre (4 ans)
1	Micro-drones du quotidien	565
2	Drones de capacité nationale	66
3	Nano-drones spécialisés	20

4	Passerelles de réception des trames wifi des drones collaboratifs	300
---	---	-----

Ces besoins sont donnés à titre indicatif et ne sauraient engager contractuellement l'Administration pour l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'accord-cadre est régi par les dispositions du code de la commande publique.

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son (ses) annexe(s) financière(s) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières ;
- le cahier des clauses techniques particulières ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC), approuvé par arrêté du 16 septembre 2009 ;
- l'offre technique du titulaire.

Les dérogations au CCAG / TIC figurent au dernier article du présent document.

ARTICLE 6. COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

6.1. Représentant du pouvoir adjudicateur

Pour l'exécution du présent accord-cadre, le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) demeure le correspondant du titulaire et la seule autorité habilitée à prononcer les décisions prévues dans le présent contrat et le CCAG de référence en matière de pénalités, de prolongations de délais d'exécution, de sursis de livraison ou d'exécution et de décisions de réception avec réfaction.

Les coordonnées du RPA sont les suivantes :

Ministère de l'intérieur
Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'Intérieur (SAILMI)
Sous-directeur de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés (SDASEM)
Bureau des Marchés SIC et Conseil
8 Place Beauvau
75800 Paris Cedex 08

6.2. Interlocuteur désigné par l'Administration pour les lots 1, 2 et 3

Le représentant du pouvoir adjudicateur donne délégation au chef du bureau des Matériels et des Équipements du SAILMI en matière de gestion.

Les coordonnées du bureau sont :

Service de l'Achat, de l'Innovation et de la Logistique du Ministère de l'Intérieur
Sous-Direction de l'Innovation et de la Prescription
Bureau des Matériels et des Équipements
Place Beauvau
75 800 Paris Cedex 08

6.3. Interlocuteur désigné par l'Administration pour le lot 4

Le représentant du pouvoir adjudicateur donne délégation au chef du bureau des référentiels métiers du ST(SI)² en matière de gestion.

Les coordonnées du bureau sont :

Direction Générale de la Gendarmerie Nationale
Service des Technologies et des Systèmes d'Information de la Sécurité Intérieure
Sous-Direction des Applications de Commandement
Bureau des Référentiels Métiers
4 rue Claude Bernard
CS 60003
92136 Issy-les-Moulineaux Cedex

ARTICLE 7. CONDITIONS D'EXÉCUTIONS

7.1. Lieux de livraison et de réalisation des prestations

Les matériels sont livrés dans les conditions suivantes :

Lot(s) concerné(s)	Adresses	Conditions particulières
Lots 1, 2 et 3	Établissement central logistique de la police nationale (ECLPN) 1, impasse Faraday 87000 LIMOGES	Avant toute livraison, le titulaire doit prendre attache pour prévenir de la date, au minimum 48 heures avant, auprès du magasin central (tél. : 05.55.57.16.27).
	Commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale Centre national de soutien logistique (CNSL) 54, rue de la Guignière 36300 LE BLANC	Horaires d'ouverture du lundi au vendredi de 8h30 à 11h30 et 13h30 à 16h30 (tél. : 02.18.27.22.52).
	Établissement de Soutien Opérationnel et Logistique (ESOL) Nord 2 bis avenue Marcel Perrin 95540 MERY SUR OISE	-
Lot 4	France métropolitaine (Corse comprise)	-

Les matériels livrés par le titulaire doivent impérativement être accompagnés d'un état de livraison.

Les matériels doivent être livrés à la personne publique dans le délai maximum indiqué dans l'annexe financière. Ce délai ne peut être supérieur à celui indiqué par l'Administration dans l'annexe financière.

Les prestations de maintien en condition opérationnelle (postes 2 des lots 1, 2 et 3) sont réalisées dans les locaux du prestataire.

Les prestations de formations à la maintenance du système de drone (postes 3 des lots 1, 2 et 3) sont réalisées dans les locaux du titulaire, de l'administration en région parisienne ou de l'administration en province.

Chaque bon de commande précise les adresses de livraison et de réalisation.

7.2. Bons de commande

Toute commande passée au titre du présent accord-cadre donne lieu à l'établissement d'un bon de commande.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par courriel et comportent les mentions suivantes :

- l'autorité émettant le bon de commande (nom, qualité et adresse) ;
- la référence de l'accord-cadre (numéro et date) ;
- la désignation des prestations ;
- la quantité à livrer ;
- les prix HT et TTC ;
- le(s) délai(s) de livraison ;
- le(s) lieu(x) de livraison ;
- les coordonnées de la personne chargée de la réception des livraisons ;
- l'autorité ayant reçu délégation pour mener les opérations de vérification ;
- les modalités d'établissement des factures correspondantes ;
- les modalités de règlement ;
- l'adresse du service auquel doivent parvenir les factures ;
- l'ordonnateur secondaire chargé du mandatement ;
- le comptable assignataire chargé des paiements ;
- le numéro de commande CHORUS (référence interne à l'administration).

La date d'envoi du bon de commande au titulaire tient lieu de notification de la commande.

Les bons de commande sont communiqués par le titulaire par le Centre de Prestations Financières (CPFI) du Ministère de l'Intérieur.

En application de l'article 3.7.2 du CCAG/TIC, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

L'autorité signataire de l'accord-cadre peut modifier par ordre de service la liste des personnes habilitées à signer les bons de commande.

8.1. Personnes chargées des opérations de vérifications

Le chef de la sous-direction de l'innovation de la prescription (SDIP) du SAILMI, pour les lots 1, 2 et 3, et le chef du service des technologies et des systèmes d'information de la sécurité intérieure [ST(SI²)], pour le lot 4, reçoivent délégation du représentant du pouvoir adjudicateur pour réaliser toutes les opérations de vérification et prononcer les décisions de réception, d'ajournement ou de rejet qui y font suite.

Les décisions de réception avec réfaction sont exclusivement prononcées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

8.2. Opérations de vérifications pour les prestations de formations (postes 3 des lots 1, 2 et 3)

Les prestations de formation sont soumises séparément à des opérations de vérification dont l'objet est de constater l'effectivité de la formation et de son bon déroulé notamment au regard de la qualité de l'enseignement dispensé et des objectifs pédagogiques contenus dans le cahier des clauses techniques particulières.

À l'issue de chaque session de formation, le titulaire établit une attestation nominative de suivi de stage qu'il remet aux techniciens formés et une copie qu'il remet aux personnes habilitées à procéder aux opérations de vérification.

À compter de la réception des attestations nominatives de suivi de stage et de leurs copies, le personnel habilité dispose de 15 jours ouvrés pour procéder aux opérations de vérifications. À cette occasion, le personnel habilité établit un procès-verbal de « service fait » valant décision de réception.

Le procès-verbal de « service fait », est établie en 3 exemplaires :

- 1 exemplaire pour notification au titulaire ;
- 1 exemplaire pour l'ordonnateur secondaire ;
- 1 exemplaire pour le service bénéficiaire de la livraison.

Le silence gardé par la personne publique au-delà du délai mentionné au présent article équivaut à une décision de réception des prestations.

8.3. Opérations de vérification pour les autres prestations

Les opérations de vérification sont de nature qualitative et quantitative.

Elles ont pour but de vérifier que les prestations sont conformes :

- aux dispositions du bon de commande auxquelles elles se rapportent ;
- aux spécifications administratives et techniques de l'accord-cadre.

Au titre des opérations de vérification de nature qualitative, l'administration s'assure du bon fonctionnement nominal des matériels.

Le délai de constatation ouvert à la personne publique pour effectuer les opérations de vérification et pour notifier sa décision au titulaire est de 15 jours à compter de la date de livraison.

Le silence gardé par la personne publique au-delà du délai mentionné au présent article équivaut à une décision de réception des matériels.

Les résultats des opérations de vérification sont consignés dans un procès-verbal.

Au vu du procès-verbal précité, le personnel habilité notifie au titulaire une décision de réception, d'ajournement ou de rejet des prestations.

Cette décision, à laquelle est annexé le procès-verbal précité, est établie en 3 exemplaires, à savoir :

- 1 exemplaire pour notification au titulaire ;
- 1 exemplaire pour l'ordonnateur secondaire ;
- 1 exemplaire pour le service bénéficiaire de la livraison.

La décision de rejet prononcée par le personnel habilité est assortie d'un délai de 30 jours pour permettre au titulaire de représenter des matériels en vue d'une nouvelle vérification.

En cas de rejet définitif à la deuxième présentation pour vérification, l'accord-cadre peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans que ce dernier puisse prétendre à indemnités.

Les frais consécutifs aux décisions de rejet (notamment le conditionnement et le transport) sont à la charge exclusive du titulaire.

Le délai d'enlèvement par le titulaire des matériels ajournées ou rejetées est fixé à 30 jours à compter de la notification de la décision de rejet ou d'ajournement au titulaire. Passé ce délai, les magasins de la personne publique sont dégagés de la responsabilité du dépositaire.

ARTICLE 9. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Pour les prestations de formations (postes 3 des lots 1, 2 et 3), il pèse sur le prestataire une obligation de moyen. Le titulaire doit s'assurer de la qualification technique et de la capacité pédagogique des personnes chargées de ces formations, de manière à garantir la qualité et l'efficacité des formations réalisées. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exiger le remplacement d'un intervenant qui ne présenterait pas les qualités requises.

Pour les autres prestations, il pèse sur le titulaire une obligation de résultats.

ARTICLE 10. RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres causés par ou du fait de ses préposés ou de ses matériels ainsi que les dommages causés par les agissements de ses préposés.

Conformément à l'article 8 du CCAG/TIC, la réparation des dommages de toute nature causés aux personnels ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

La réparation des dommages de toute nature causés aux personnels ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Le montant toutes taxes comprises des sommes versées à la personne publique par le titulaire, suite à l'engagement de la responsabilité contractuelle de ce dernier, sauf cas de force majeure, est plafonné, au cumul des prestations commandées par l'Administration au moment de la constatation du dommage concerné.

ARTICLE 11. ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

ARTICLE 12. PRIX DU MARCHÉ

12.1. Forme et contenu des prix

Les prix sont :

- libellés en euros ;
- unitaires pour les acquisitions (postes 1 des lots 1, 2 et 3 et pour le lot 4) ;
- forfaitaires pour les maintiens en condition opérationnelle (postes 2 des lots 1, 2 et 3) et les formation à la maintenance du système de drone (postes 3 des lots 1, 2 et 3) ;
- avec au plus 2 décimales ;
- réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de dépôt des offres.

Les prix comprennent :

- la réalisation des prestations ;
- l'emballage et le conditionnement ;
- la livraison (assurance, transport et déchargement compris) ;
- tous les frais et les droits de douane éventuels ;
- et plus généralement tous les frais relatifs à la réalisation des prestations.

12.2. Nature des prix

Les prix sont définitifs et révisables :

- en référence au barème public pour les lots 1, 2 et 3 ;
- par application d'une formule paramétrique pour le lot 4.

12.3. Variation des prix

12.3.1. POUR LES LOTS 1, 2 ET 3

Les prix indiqués à l'acte d'engagement sont révisables annuellement à la date anniversaire de la date limite de réception des offres de l'accord-cadre dans les conditions suivantes :

Le titulaire certifie que les prix stipulés dans l'accord-cadre n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle (barème public) et que ce barème a été établi

conformément aux textes légaux et réglementaires concernant ces prestations ; il s'engage à fournir à la demande du pouvoir adjudicateur toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

Si le titulaire modifie dans son barème public les prix des prestations objet de l'accord-cadre, il communique par écrit au pouvoir adjudicateur, avec un préavis de 2 mois avant la date anniversaire de la date limite de réception des offres de l'accord-cadre, les nouveaux prix extraits de son barème, ainsi que le pourcentage de variation par rapport aux prix précédemment pratiqués.

Du simple fait de cette communication, l'extrait est considéré comme certifié conforme au barème concerné. Cet extrait est adressé au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal.

Le pouvoir adjudicateur dispose, à compter de la date de réception de celui-ci, de 30 jours pour formuler ses observations et faire jouer éventuellement la clause de sauvegarde. Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur durant ce délai équivaut à l'acceptation, en l'état, du nouveau prix. L'extrait transmis constitue, une fois pour toutes, la pièce justificative de toutes les factures émises par le titulaire jusqu'à la date d'application d'un nouveau barème. L'ajustement se fait en baisse comme en hausse par référence au barème public du titulaire.

12.3.2. POUR LE LOT 4

Les prix indiqués à l'acte d'engagement sont révisables annuellement à la date anniversaire de la date limite de réception des offres de l'accord-cadre par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \left[0,80 + 0,20 \frac{CE_y}{CE_{y0}} \right]$$

Dans laquelle :

P désigne le prix révisé HT ;

P_0 désigne le prix initial HT ;

CE_y désigne la valeur finale de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 26.11 – Composants électroniques - Prix de marché – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010534691 ;

CE_{y0} désigne la valeur initiale de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 26.11 – Composants électroniques - Prix de marché – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010534691.

La valeur des indices à prendre en compte est la suivante :

- valeur initiale : valeur de l'indice antérieure de trois mois à la date limite de remise des offres pour l'attribution de l'accord-cadre ;
- valeur finale : valeur de l'indice antérieure de trois mois à la date de révision.

La valeur des indices est publiée sur le site <https://www.insee.fr>.

12.4. Prix de règlement

Le prix de règlement correspond au prix révisé à la date contractuelle de commande des prestations.

12.5. Clause de sauvegarde

Si l'évolution moyenne des prix entraîne une variation de plus de 3 % par an, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

12.6. Offres promotionnelles

Le titulaire est tenu de faire bénéficier à l'Administration de toute offre promotionnelle destinée à l'ensemble de sa clientèle. Les prix induits par une offre promotionnelle ne s'appliquent que lorsqu'ils constituent une remise plus importante que celles figurant à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

ARTICLE 13. GARANTIES

La garantie s'exerce dans les conditions prévues par l'article 30 du CCAG / TIC complété ou modifié par les dispositions décrites infra.

La durée des garanties est indiquée dans l'annexe financière. Cette durée ne peut être inférieure à celle indiquée par l'Administration dans l'annexe financière.

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception des matériels commandés.

Au titre de la garantie, le titulaire s'engage à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie ou la totalité des matériels qui serait reconnue défectueuse dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle la personne publique notifie, par tout moyen écrit, au titulaire les anomalies constatées.

La garantie couvre également les frais de :

- déplacement de personnel,
- conditionnement,
- emballage,
- transports retour dans les locaux du titulaire de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, le transport aller est à la charge de l'administration.

La garantie ne couvre que les détériorations qui résultent d'une utilisation normale des matériels entretenues conformément aux prescriptions du titulaire.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

ARTICLE 14. ÉVOLUTION TECHNIQUE – INNOVATION – SUBSTITUTION DES MATÉRIELS

Par principe les matériels du présent accord-cadre doivent demeurer identiques à l'échantillon fourni lors de la remise des offres.

Néanmoins, compte tenu de l'évolution rapide des technologies, le titulaire doit s'efforcer de maintenir l'équilibre entre les performances et le prix des matériels proposés initialement.

En cas de changement de modèle dû à un retrait du catalogue ou à l'obsolescence du produit, le titulaire doit obligatoirement proposer des matériels de substitution présentant des caractéristiques identiques ou supérieures à celles des matériels à remplacer.

En outre, lorsque le titulaire constate que son offre initiale est technologiquement, écologiquement ou financièrement dépassée, il peut également proposer une substitution permettant à l'Administration de bénéficier de matériels présentant un meilleur rapport performance globale/prix.

Le titulaire ne propose pas au titre de cet article de matériels pour lesquels la fin de commercialisation est publiquement annoncée, programmée ou connue de lui.

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande de remplacement du matériel existant par le nouveau produit. Cette demande est accompagnée d'une documentation technique complète sur le nouveau produit proposé. Toute substitution ne peut intervenir qu'après accord du représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 15. PÉNALITÉS – PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION

15.1. Pénalités

Lorsque le titulaire dépasse de son fait les délais contractuels d'exécution qui lui sont impartis, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

dans laquelle :

- p = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur de la commande sur laquelle est calculée la pénalité ; cette valeur est égale au montant de la commande en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours de retard.

Le montant des pénalités est plafonné, par lot, à 50 % du montant des prestations non exécutées dans les délais contractuels.

Si le retard est imputable à l'administration, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard. Les retards imputables à l'administration ne sont pas opposables au titulaire et l'exonèrent du paiement de pénalités.

15.2. Prolongation du délai d'exécution et sursis de livraison

Une prolongation du délai d'exécution est accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire lorsqu'il est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai d'exécution, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et de précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le titulaire doit signaler, par lettre recommandée adressée au pouvoir adjudicateur (SAILMI – SDASEM – Place Beauvau - 75 800 Paris Cedex 08), les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose à cet effet d'un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Aucune demande de prolongation ou de sursis ne peut être demandée pour le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel (éventuellement déjà prolongé).

ARTICLE 16. AVANCES

Sauf refus précisé dans l'acte d'engagement, le titulaire bénéficie de l'avance prévue aux articles R2191-3 à R2191-12 et aux articles R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 20 % du montant du bon de commande toutes taxes comprises, quel que soit le délai d'exécution.

L'avance est payée, sans formalité, dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi du bon de commande.

ARTICLE 17. ACOMPTES

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution de l'accord-cadre ouvrent droit à des acomptes dans les conditions prévues par les articles R2191-20, R2191-21 et R2191-22 du code de la commande publique.

La somme cumulée des acomptes versés ne peut dépasser 80% du montant H.T. des prestations auxquelles ils se rapportent.

Le montant de chaque acompte est arrondi à l'euro inférieur.

La périodicité du versement des acomptes est trimestrielle (mensuelle, sur demande, pour les PME et PMI).

Le titulaire produit à l'appui de sa demande, les justificatifs d'exécution des prestations dont il compte obtenir le paiement. Toute demande d'acompte accompagnée d'un projet de décompte et des pièces justificatives doit être adressée de façon dématérialisée en utilisant le portail sécurisé Chorus factures : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le solde est versé à la réception.

18.1. Facturation

Les factures doivent être envoyées par voie dématérialisée :

L'État met à disposition de ses fournisseurs une solution informatique gratuite leur permettant d'envoyer leurs factures en un point unique à l'ensemble des structures publiques.

Le portail Chorus Pro accessible par internet à l'URL :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée CHORUS PRO sont fixées par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

chorus-demat@interieur.gouv.fr

Afin de garantir l'intégrité et la pérennité de leur contenu, les factures doivent respecter le formalisme préconisé à l'adresse suivante : <https://chorus.pro.gouv.fr>.

Dans tous les cas, les factures doivent obligatoirement indiquer :

- le numéro de commande de référence (Engagement Juridique-EJ) à 10 chiffres,
- le code du service réceptionnant (service exécutant).

Ces deux informations figurent sur le bon de commande.

18.2. Règlement

Le règlement intervient par virement direct au compte ouvert au nom du titulaire dont la mention figure à l'acte d'engagement.

18.3. Paiements

Toute livraison assortie d'une réception donne lieu à un paiement.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est de 30 jours. Le point de départ du délai global de paiement pour le solde est la date de réception de la demande de paiement ou à la date de la décision de réception, si cette date est postérieure.

Les sommes payées après l'expiration de ce délai sont majorées des intérêts moratoires.

Le taux d'intérêts moratoires est égal aux taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la BCE à son opération de refinancement la plus récente effectuée au premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

En cas de retard de paiement, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement s'ajoute aux intérêts moratoires.

Toute demande doit être adressée, sous pli recommandé avec demande d'avis de réception postal, à l'ordonnateur secondaire procédant au mandatement.

18.4. Comptable assignataire

Direction de l'évaluation de la performance, des affaires financières et immobilières Sous-direction des programmes et de l'achat Centre des Prestations Financières 8, place Beauvau 75 800 PARIS
--

18.5. Cession ou nantissement de créances

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique relatifs à l'affectation des accord-cadres en nantissement et en cession de créances. Le certificat de cessibilité est établi sur chaque bon de commande à la demande du titulaire.

ARTICLE 19. RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent accord-cadre comporte des éléments à caractère social et environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Le présent accord-cadre comporte des éléments à caractère social et environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Les conditions d'exécution fixées au présent article s'inscrivent notamment dans les principes et questions centrales de la norme ISO 26 000 et sa transposition au domaine des achats (normes NF X 50-135-1 et 2).

Le respect des clauses ci-après s'impose à l'ensemble des opérateurs économiques de l'accord-cadre : le titulaire, et le cas échéant ses partenaires. Le titulaire avise ces entités que les obligations du présent article leur sont applicables mais reste responsable du respect de celles-ci vis-à-vis de la personne publique.

19.1. Environnement

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent accord-cadre doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- Les biens du présent accord-cadre, ainsi que leurs différents composants, doivent être ou avoir été produits dans des unités de production et selon des processus respectueux de l'environnement : des unités de production qui comportent notamment des dispositifs de traitement des effluents liquides, des dispositifs de stockage et d'élimination des déchets, des dispositifs de captage et de traitement des émissions gazeuses... et qui fonctionnent selon des processus de production conformes à une utilisation durable des ressources ;
- Disposer d'un système de traçabilité des produits, en particulier la localisation des sites de production des marchandises et le cas échéant des composants qui les constituent et en rendre disponibles les résultats à toute demande du pouvoir adjudicateur.

19.2. Protection du consommateur

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent accord-cadre doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- Respecter les normes françaises et internationales applicables en matières de protection du consommateur ;
- Fournir, à la demande du RPA, la liste exhaustive des composants, leur provenance ainsi que les preuves de conformité à la réglementation française et aux normes internationales applicables ;
- Disposer de toutes les informations nécessaires à la communication réglementaire vis-à-vis des consommateurs en langue française ;
- Avoir un système de traçabilité vis-à-vis du respect des réglementations et normes internationales liées au produit fourni ;
- Disposer des études de risques pour les utilisateurs.

Par ailleurs, le titulaire doit garantir au RPA que la mise en place de son offre n'entrave pas la fourniture de services reconnus comme essentiels dans les réglementations nationales et normes internationales de comportement.

19.3. Communauté et développement local

Pour manifester leur volonté de transparence, le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent accord-cadre sont invités à présenter à l'administration, au plus tard six mois après la reddition de leurs comptes annuels, un état, pays par pays, portant information :

- De la raison sociale sous laquelle lui-même, ou les établissements dans lesquels il possède une participation majoritaire, opère ;
- Du chiffre d'affaires et du résultat d'exercice enregistrés ;
- Des effectifs employés ;
- Des impôts et taxes versés aux autorités publiques locales, dans le cadre des lois fiscales en vigueur ;
- Des subventions publiques reçues.

19.4. Loyauté des pratiques

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent accord-cadre doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- Respecter les droits de propriétés intellectuelles de leurs partenaires ;
- Avoir une politique de lutte contre la corruption ;
- S'inscrire dans le cadre d'une concurrence loyale.

19.5. Contrôle

Le titulaire fournit annuellement les éléments permettant de démontrer qu'il a satisfait à ses obligations en matière de respect de l'environnement, respect des droits de l'homme, respect des conditions de travail et de protection du consommateur.

ARTICLE 20. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations, résultant des lois et règlements, relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

D'une part, le titulaire doit fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché, les documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le SAILMI, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

De plus, lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'1 mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Par ailleurs, lorsque la personne publique est informée par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, le titulaire est mis en demeure de faire cesser sans délai cette situation.

Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, l'accord-cadre peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans qu'il puisse prétendre à indemnité et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

ARTICLE 21. SUIVI DE L'EXÉCUTION

Le titulaire est invité à prendre contact avec le représentant du pouvoir adjudicateur pour lui faire part de toute difficulté dans l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 22. RÉSILIATION

L'inexactitude des renseignements communiqués à l'appui des candidatures peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire, sans mise en demeure préalable et sans indemnités.

Lorsque le titulaire, postérieurement à la notification de l'accord-cadre, contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou a été exclu de toute participation aux marchés publics de la personne publique, l'accord-cadre peut être résilié en application des dispositions de l'article 42 du CCAG/TIC.

En outre, le représentant du pouvoir adjudicateur peut, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci, dans les conditions énoncées au chapitre 8 du CCAG/TIC.

ARTICLE 23. CONTENTIEUX

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différent éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du contrat ou à l'exécution des prestations.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS
7 Rue de Jouy – 75004 PARIS
Tél : +33(0)1.44.59.44.00 – Télécopie : +33(0)1.44.59.46.46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

ARTICLE 24. DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES POUR LE TITULAIRE ÉTRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées exclusivement en langue française.

Le titulaire étranger facture à la personne publique les prestations en prix hors taxes sur la valeur ajoutée.

ARTICLE 25. DÉROGATIONS AU CCAG/TIC

La clause relative aux documents contractuels (article 5) déroge à l'article 4.1 du CCAG/TIC.

Les stipulations relatives aux opérations de vérification (article 8) dérogent aux articles 26 et 27 du CCAG/TIC.

La clause relative à la garantie (article 13) déroge à l'article 30 du CCAG/TIC.